

1. OBJECTIFS

En tant que membre du conseil d'administration, chaque administrateur doit :

- a) superviser la gestion des affaires de la société;
- b) agir avec honnêteté, de bonne foi et dans l'intérêt véritable de la société;
- c) agir comme une personne raisonnablement prudente et diligente;
- d) remplir les obligations juridiques d'un administrateur;
- e) agir dans l'intérêt de tous les actionnaires en matière de gouvernance de la société et s'assurer que les intérêts de la société demeurent prépondérants.

2. DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS

2.1 Activités du conseil d'administration

Chaque administrateur doit :

- a) agir selon son bon jugement et avec intégrité;
- b) utiliser pleinement ses aptitudes, son expérience et son influence de façon constructive;
- c) respecter la loi et des normes élevées en matière d'éthique;
- d) constituer une ressource disponible pour la direction et le conseil d'administration;
- e) consacrer activement de son temps au conseil d'administration;
- f) respecter la confidentialité;
- g) aviser le président du conseil au préalable de toute intention de présenter des renseignements ou des documents importants ou inconnus lors d'une réunion du conseil d'administration;
- h) comprendre la différence entre la gouvernance et la gestion afin d'éviter de s'ingérer dans les champs de compétence de la direction;
- i) être conscient des conflits d'intérêts potentiels – réels ou perçus – et en informer le conseil d'administration, en plus de s'abstenir de voter, le cas échéant;
- j) communiquer avec le président du conseil, l'administrateur principal (s'il y a lieu) ou le chef de la direction entre les réunions, lorsqu'il convient de le faire;
- k) faire preuve de bonne volonté et de disponibilité en ce qui concerne la tenue de rencontres individuelles avec le président du conseil, l'administrateur principal (s'il y a lieu) ou le chef de la direction;

- l) évaluer le rendement de la société;
- m) aviser le président du conseil d'administration ou le président du comité de gouvernance d'entreprise le plus tôt possible de l'impossibilité d'agir comme administrateur ou du refus d'agir à ce titre;
- n) se montrer cordial et respectueux envers les autres administrateurs;
- o) ne pas participer à des activités de groupes de pression (lobbying) aux termes de la législation applicable au nom de la société ni entreprendre de telles activités sans avoir obtenu l'approbation préalable et expresse du président du conseil d'administration et sans en avoir avisé le chef de la gouvernance par écrit.

2.2 Préparation et présence

Chaque administrateur doit :

- a) se préparer aux réunions du conseil d'administration et de tout comité auquel il siège, en lisant les rapports et les documents préparés en vue de chaque réunion, en plus de recueillir les renseignements pertinents aux fins de la prise de décisions;
- b) maintenir un excellent dossier de présence aux réunions du conseil d'administration et des comités et viser à assister à toutes les réunions. Dans le cadre de la procédure de mise en candidature à un poste d'administrateur, le comité de gouvernance d'entreprise tiendra compte du dossier de présence d'un administrateur si ce dernier a assisté, au cours d'une année, à moins de 75 % des réunions du conseil d'administration et des comités auxquels il siège (sauf en présence de circonstances exceptionnelles qui justifient les absences, comme la maladie ou une urgence familiale);
- c) mettre tout en œuvre pour assister en personne aux rencontres individuelles périodiques. Les administrateurs qui sont dans l'impossibilité d'assister en personne à une rencontre individuelle doivent transmettre leurs commentaires par écrit sur les documents de préparation au président du conseil d'administration ou au président du comité avant la rencontre. En présence de circonstances exceptionnelles, comme une maladie ou une urgence familiale, le président du conseil d'administration peut accepter que la rencontre soit tenue à distance au moyen d'installations sûres. Une ligne filaire ou un dispositif de téléprésence dans un bureau de la société, ou toute autre méthode de communication jugée sûre constitue des « installations sûres ». Les communications par téléphone mobile ou par Internet, comme Skype, ne constituent pas des « installations sûres »;
- d) mettre tout en œuvre pour assister à toutes les réunions périodiques tenues par l'entremise d'installations de téléprésence dans un bureau de la société. Les administrateurs dans l'impossibilité d'assister à une telle réunion tenue par l'entremise de telles installations doivent transmettre leurs commentaires par écrit sur les documents de préparation au président du conseil d'administration ou au président du comité avant la réunion. En présence de circonstances exceptionnelles, comme une maladie ou une urgence familiale, le président du conseil d'administration peut accepter que la rencontre soit tenue à distance au moyen d'autres installations sûres;

- e) assister aux réunions devant se dérouler dans le cadre d'une téléconférence, qu'elle soit périodique ou non, par l'entremise d'installations sûres.

2.3 Participation à d'autres conseils d'administration et interdépendance

- (a) Un maximum de deux administrateurs peuvent siéger au conseil d'administration ou à un comité du conseil d'administration d'une même société ouverte, à moins que le conseil d'administration en décide autrement. Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration, à la recommandation du comité de gouvernance d'entreprise, a le pouvoir discrétionnaire d'examiner toutes les interdépendances nouvelles ou en vigueur et de conclure si celles-ci compromettent ou non la capacité des administrateurs concernés de remplir leur mandat au sein du conseil d'administration. Pour déterminer s'il permet ou non que plus de deux administrateurs siègent à un même autre conseil ou comité, le comité de gouvernance d'entreprise tient compte de tous les aspects pertinents, en particulier, du nombre total de tels cumuls à ce moment et des besoins stratégiques de TELUS.
- (b) Les administrateurs occupant des postes de chef de la direction ou d'autres postes de haute direction à temps plein pour le compte d'autres sociétés ouvertes ne devraient pas siéger au conseil d'administration de plus de deux sociétés ouvertes, outre le conseil d'administration de la société. Les administrateurs (i) qui occupent un poste à temps plein dans une société fermée, (ii) qui occupent un poste à temps plein dans une société ouverte, mais non à titre de chef de la direction ni comme membre de la haute direction, ou (iii) qui n'occupent pas un poste à temps plein, ne doivent pas siéger au conseil d'administration de plus de quatre sociétés ouvertes, outre le conseil d'administration de la société. Le chef de la direction de la société ne doit pas siéger au conseil d'administration de plus de deux autres sociétés ouvertes. De plus, il ne devrait pas siéger au conseil d'administration d'une autre société ouverte dont le chef de la direction est lui-même membre du conseil d'administration de la société.

2.4 Communication

Chaque administrateur doit :

- a) participer pleinement et en toute franchise aux délibérations et aux discussions du conseil d'administration;
- b) favoriser la discussion libre et ouverte des affaires de la société par les administrateurs.

2.5 Indépendance

Chaque administrateur doit :

- a) s'exprimer et agir de façon indépendante de la direction;
- b) pouvoir requérir les services d'un conseiller externe, aux frais de la société, afin de fournir un apport judicieux aux actions et décisions de la société.

2.6 Travaux des comités

Chaque administrateur doit :

- a) participer aux activités des comités lorsqu'on le lui demande et maîtriser les renseignements sur la nature et les objectifs du comité;
- b) comprendre le fonctionnement des comités et le rôle du personnel et des membres de la direction qui soutiennent ces comités.

2.7 Connaissance des affaires, de la société et du secteur

Chaque administrateur doit :

- a) maîtriser les renseignements sur les produits, les services et le secteur de la société;
- b) acquérir et maintenir une compréhension approfondie du rôle unique de la société au sein de la communauté;
- c) acquérir et maintenir une compréhension des environnements réglementaire, législatif, commercial, social et politique au sein desquels la société exerce ses activités;
- d) suivre une formation lorsqu'on le lui demande;
- e) faire la connaissance des membres de la haute direction et d'autres personnes clés de la direction de la société;
- f) maintenir une connaissance des installations de la société et les visiter lorsqu'il convient de le faire;
- g) agir adéquatement comme ambassadeur et représentant de la société.

2.8 Limitation touchant le mandat des administrateurs

- a) Chaque administrateur ne faisant pas partie de la direction qui est nommé au conseil d'administration après le 1^{er} janvier 2013 (date de la mise en œuvre de la politique) doit présenter sa démission une fois qu'il a siégé au conseil d'administration pendant 15 ans.
- b) Le comité de gouvernance d'entreprise doit se pencher sur la démission de chaque administrateur et peut, à sa discrétion, recommander au conseil d'administration de prolonger le mandat pour la durée que ledit comité juge appropriée, si la prolongation du mandat en question s'inscrit dans l'intérêt de TELUS.

2.9 Changements concernant la situation des administrateurs

- a) S'il survient un changement important dans la situation d'un administrateur, qui peut toucher sa capacité à exercer ses fonctions habituelles au sein du conseil d'administration (p. ex., à l'égard des conseils auxquels il siège, de son emploi, de son domicile, de sa citoyenneté, de sa situation géographique ou de sa santé), il doit en aviser rapidement le président du comité de gouvernance d'entreprise.

- b) Le comité de gouvernance d'entreprise jugera s'il s'agit d'un changement important qui touche ou non la capacité de l'administrateur à exercer ses fonctions habituelles au sein du conseil d'administration et fera part de sa recommandation au conseil d'administration à savoir si l'administrateur doit présenter ou non sa démission au conseil.